



PREFET DU VAL DE MARNE

ISSN 0980-7683

RECUEIL

DES

ACTES ADMINISTRATIFS

RECUEIL

N°08

Du 17 janvier 2025

PRÉFET DU VAL-DE-MARNE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

N° 08

Du 17 janvier 2025

SOMMAIRE

SERVICES DE LA PRÉFECTURE

**DIRECTION DE LA COORDINATION DES
POLITIQUES PUBLIQUES ET DE L'APPUI
TERRITORIAL**

Arrêté	Date	<u>INTITULÉ</u>	Page
2025/00217	17/01/2025	modifiant l'arrêté préfectoral n° 2024/3158 du 16 septembre 2024 relatif à la composition du conseil départemental de l'environnement et des risques technologiques (CoDERST) du Val-de-Marne + annexe	5
2025/00218	17/01/2025	modifiant l'arrêté n° 2023/4349 du 7 décembre 2023 relatif à la composition de la commission spécialisée en matière de déclarations d'insalubrité du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CoDERST) du Val-de-Marne + annexe	7

AUTRES SERVICES DE L'ÉTAT

**DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES FINANCES
PUBLIQUES DU VAL DE MARNE**

Arrêté	Date	<u>INTITULÉ</u>	Page
2025/sans numéro	17/01/2025	PORTANT DÉLÉGATION DE SIGNATURE EN MATIÈRE DE CONTENTIEUX DE GRACIEUX FISCAL ET DE RECOUVREMENT	10

**DIRECTION RÉGIONALE ET INTERDÉPARTEMENTALE
DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMÉNAGEMENT ET DES
TRANSPORTS D'ÎLE DE FRANCE**

Arrêté	Date	INTITULÉ	Page
2024/ DRIEAT/ SPPE/176	10/01/2025	MODIFIANT L'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n°2022/DRIEAT/SPPE/036 PORTANT MISE EN DEMEURE AU TITRE DE L'ARTICLE L. 171-8 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT A L'ENCONTRE DU SYNDICAT DES EAUX D'ÎLE-DE-FRANCE CONCERNANT L'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT ET DE REJET EN SEINE DE L'USINE D'EAU POTABLE DE CHOISY-LE-ROI	13
2025/0008	17/01/2025	abrogation de l'arrêté DRIEAT-IdF N°2025-0001 du 6 janvier 2025 valable jusqu'au 30 avril 2025 portant modification des conditions de circulation des véhicules et de stationnement des véhicules de toutes catégories sur une section du boulevard Albert 1er (RD245), 25 mètres après le passage piéton à l'angle de la rue Jacques Kablé (RD120) jusqu'au passage piéton en amont du rond-point Siegburg (RD245) pour permettre la création d'une zone tampon pour le stationnement de poids lourds sur la commune de Nogent-sur-Marne, dans le sens de circulation province/Paris.	16

PRÉFECTURE DE POLICE

Arrêté	Date	INTITULÉ	Page
2025/00096	17/01/2025	accordant délégation de la signature préfectorale au sein de la direction des usagers et des polices administratives et des services qui lui sont rattachés	18
2025/00101	17/01/2025	fixant la liste annuelle d'aptitude du personnel apte à exercer dans le domaine de la prévention contre les risques d'incendie et de panique à Paris et dans les départements des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne du 1er janvier au 31 décembre 2025	29

**Arrêté préfectoral n° 2025/00217 du 17 janvier 2025
modifiant l'arrêté préfectoral n° 2024/3158 du 16 septembre 2024
relatif à la composition du conseil départemental de l'environnement
et des risques technologiques (CoDERST) du Val-de-Marne**

Le préfet du Val-de-Marne

- VU** le code de l'environnement, et notamment son livre V ;
- VU** le code de la santé publique, et notamment ses articles L. 1416-1 et R. 1416-1 à R.1 416-21 ;
- VU** le décret n° 2011-833 du 12 juillet 2011 fixant la liste des instances consultatives ayant vocation à examiner les politiques d'environnement et de développement durable ;
- VU** le décret du 6 novembre 2024 portant nomination de Monsieur Étienne STOSKOPF en qualité de préfet du Val-de-Marne ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°2006/2502 bis du 29 juin 2006 portant création du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°2024/3158 du 16 septembre 2024 portant renouvellement de la composition du conseil départemental de l'environnement et des risques technologiques (CoDERST) du Val-de-Marne ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2024/4000 du 26 novembre 2024, portant délégation de signature à Monsieur Ludovic GUILLAUME, secrétaire général de la préfecture du Val-de-Marne ;
- VU** le courriel du 8 novembre 2024 du conseil départemental du Val-de-Marne de l'ordre des médecins proposant un suppléant à son représentant ;
- SUR** proposition du secrétaire général de la préfecture du Val-de-Marne ;

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} : La composition du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CoDERST) fixée par l'arrêté préfectoral n° 2024/3158 du 16 septembre 2024, est modifiée selon l'annexe jointe au présent arrêté.

ARTICLE 2 : Le secrétaire général de la préfecture du Val-de-Marne est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général

Ludovic GUILLAUME

La composition du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CoDERST) du Val-de-Marne est modifiée comme suit :

Président : Monsieur le préfet du Val-de-Marne ou son représentant,

1 – Six représentants des services de l'État

- Le directeur régional et interdépartemental de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt ou son représentant ;
- Trois représentants de la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France ;
- Le Général, Commandant la brigade de sapeurs-pompiers de Paris ou son représentant ;
- Le directeur départemental de la protection des populations ou son représentant ;

1 bis - Le directeur général de l'agence régionale de santé ou son représentant

2- Cinq représentants des collectivités territoriales

- Madame Kristell NIASME, conseillère départementale du Val-de-Marne ;
- Madame Naïga STEFEL, conseillère départementale du Val-de-Marne ;
- Madame Delphine BERTRAND, adjointe au maire de Champigny-sur-Marne ;
- Monsieur Jean-Raphaël SESSA, adjoint au maire de La Queue-en-Brie ;
- Monsieur Khaled BEN-MOHAMED, adjoint au maire de Vitry-sur-Seine ;

3- Neuf représentants d'associations, des usagers et des professions concernées

- Titulaire : Monsieur Khouane BERZAIM, représentant l'association Consommation Logement et Cadre de Vie (CLCV) – Suppléant : Monsieur Aziz NDIAYE ;
- Titulaire : Monsieur Jean-Louis DUMAS, représentant l'Union Fédérale des Consommateurs « Que Choisir » – Suppléant : Monsieur Guy BACHELEY ;
- Titulaire : Madame Catherine DAUVERGNE, représentant l'association Nature et Société – Suppléant : Monsieur Philippe DUMEE ;
- Monsieur Christophe HILLAIRET, représentant la profession agricole ;
- Monsieur James GROLLEAU, représentant des artisans ;
- Titulaire : Monsieur David ORZECH, représentant les industriels exploitants d'installations classées – Suppléant : Monsieur Djilali OUADI ;
- Madame Soraya BAIT, architecte urbaniste, représentant la profession des architectes ;
- Monsieur Guenaël THIAULT, représentant le laboratoire central de la préfecture de police à Paris ;
- Madame Magali GICQUEL, représentant la caisse régionale d'assurance maladie d'Île-de-France ;

4- Quatre personnalités qualifiées

- Titulaire : docteur Marianne PETIT, représentant le conseil départemental de l'ordre des médecins du Val-de-Marne – Suppléant : docteur Jean LABASTIE ;
- Pr Pascal ANDUJAR, professeur de médecine ;
- Monsieur Philippe MORA, professeur à l'université Paris-Est Créteil et directeur adjoint de l'institut d'écologie et des sciences de l'environnement de Paris ;
- Monsieur Benjamin LOPEZ, directeur régional Ile-de-France du bureau de recherches géologiques et minières – Suppléant : Monsieur Matthieu DELAUNAY, hydrologue régional BRGM ;

**Arrêté préfectoral n° 2025/00218 du 17 janvier 2025
modifiant l'arrêté n° 2023/4349 du 7 décembre 2023
relatif à la composition de la commission spécialisée
en matière de déclarations d'insalubrité
du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques
(CoDERST) du Val-de-Marne**

Le préfet du Val-de-Marne

VU le code de l'environnement, et notamment l'article L. 512-2 ;

VU le code de la santé publique, et notamment ses articles L. 1416-1 et R. 1416-1 à R. 1416-21 ;

VU le code des relations entre le public et l'administration, et notamment les articles R. 133-3 à R. 133-15 ;

VU le décret n°2006/665 du 7 juin 2006 relatif à la réduction du nombre et à la simplification de la composition de diverses commissions administratives, notamment son article 9 limitant la durée des mandats à trois ans ;

VU le décret n° 2011/833 du 12 juillet 2011 fixant la liste des instances consultatives ayant vocation à examiner les politiques d'environnement et de développement durable ;

VU le décret du 6 novembre 2024 portant nomination de Monsieur Etienne STOSKOPF en qualité de préfet du Val-de-Marne ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2006/2502 bis du 29 juin 2006 portant création du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CoDERST) dans le Val-de-Marne ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2023/4349 du 7 décembre 2023, relatif au renouvellement de la composition de la commission spécialisée en matière de déclarations d'insalubrité du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du Val-de-Marne ;

VU l'arrêté préfectoral n°2024/4000 du 26 novembre 2024 portant délégation de signature à Monsieur Ludovic GUILLAUME, secrétaire général de la préfecture du Val-de-Marne ;

VU le courriel du 8 novembre 2024 du conseil départemental du Val-de-Marne de l'ordre des médecins proposant un représentant et son suppléant ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture du Val-de-Marne ;

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er}

La composition de la commission spécialisée en matière de déclarations d'insalubrité du CoDERST est modifiée selon l'annexe jointe au présent arrêté.

ARTICLE 2 :

Le secrétaire général de la préfecture du Val-de-Marne est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général

Ludovic GUILLAUME

Annexe à l'arrêté préfectoral n° 2025/00218 du 17 janvier 2025

La composition de la commission spécialisée en matière de déclarations d'insalubrité du CoDERST est modifiée comme suit :

Président : Monsieur le préfet du Val-de-Marne ou son représentant,

1- Trois représentants des services de l'État

- le directeur régional et interdépartemental de l'hébergement et du logement d'Île-de-France ou son représentant ;
- le Général, Commandant la brigade des sapeurs pompiers de Paris ou son représentant ;
- le directeur général de l'agence régionale de santé ou son représentant ;

2- Deux représentants des collectivités territoriales

- Madame Delphine BERTRAND, adjointe au maire de Champigny-sur-Marne ;
- Monsieur Jean-Raphaël SESSA, adjoint au maire de La Queue-en-Brie ;

3- Trois représentants d'associations, des usagers et des professions concernées

- Monsieur Michel FLOCCARI, représentant l'Union Départementale des Associations Familiales du Val-de-Marne ;

suppléante : Madame Aïda ABOUEBA;

- Monsieur Guy BACHELET, représentant l'Union Fédérale des Consommateurs « Que Choisir » ;
- Monsieur James GROLLEAU, représentant la chambre des métiers et de l'artisanat pour la profession du bâtiment ;

4- Deux personnalités qualifiées

- Dr Marianne PETIT, représentant le conseil départemental du Val-de-Marne de l'ordre des médecins ;

suppléant : Dr Jean LABASTIE ;

- Madame Vanessa FERNANDEZ, architecte urbaniste ;

suppléante : Madame Laurence NGUYEN.

**ARRETE PORTANT DELEGATION DE SIGNATURE EN MATIERE DE CONTENTIEUX
DE GRACIEUX FISCAL ET DE RECouvreMENT**

Le comptable, responsable du service des impôts des entreprises de VAL-DE-BIEVRE

Vu le code général des impôts, et notamment l'article 408 de son annexe II et les articles 212 à 217 de son annexe IV ;

Vu le livre des procédures fiscales, et notamment les articles L. 247 et R* 247-4 et suivants ;

Vu le décret n° 2008-310 du 3 avril 2008 portant diverses dispositions relatives à la direction générale des finances publiques ;

Vu le décret n° 2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment son article 16 ;

Arrête :

Article 1^{er}

Délégation de signature est donnée à Madame BOUCHER Nathalie, inspectrice divisionnaire et à Mesdames GUIEBA Véronique Inspectrice des Finances publiques et BILLOT Martine, Inspectrice des Finances publiques, quand elles exercent les fonctions d'adjoint, à l'effet de signer :

1°) en matière de contentieux fiscal d'assiette, les décisions d'admission totale, d'admission partielle ou de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office, dans la limite de 60 000 € ;

2°) en matière de gracieux fiscal, les décisions portant remise, modération, transaction ou rejet dans la limite de 60 000 € ;

3°) les décisions sur les demandes de plafonnement en fonction de la valeur ajoutée de contribution économique territoriale, sans limite de montant pour les entreprises dont tous les établissements sont situés dans le ressort du service ;

4°) les décisions sur les demandes de remboursement de crédit professionnels (TVA, CIR, CICE), dans la limite de 100 000 € par demande ;

5°) les documents nécessaires à l'exécution comptable des décisions contentieuses et gracieuses sans limitation de montant ;

6°) les avis de mise en recouvrement et les mises en demeure de payer ;

7°) les décisions relatives aux demandes de délai de paiement, le délai accordé ne pouvant excéder 24 mois et porter sur une somme supérieure à 100 000 € ;

8°) l'ensemble des actes relatifs au recouvrement et notamment les actes de poursuite et les déclarations de créances ainsi que pour ester en justice ;

9°) tous actes d'administration et de gestion du service.

Article 2

Délégation de signature est donnée à l'effet de signer, en matière de contentieux fiscal d'assiette, les décisions d'admission totale, d'admission partielle ou de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office et, en matière de gracieux fiscal, les décisions portant remise, modération ou rejet :

1°) dans la limite de 15 000 €, aux inspecteurs des finances publiques désignés ci-après :

MME BELQASMI Karima	MME GUIEBA Véronique	MME BILLOT Martine
---------------------	----------------------	--------------------

2°) dans la limite de 10 000 €, aux contrôleurs des finances publiques désignés ci-après :

MME ARDENNE Marie-Pascale	M. AZIZI Rachid
MME BOB Sandra	MME DAMIANO Muriel
MME FRERE Sandrine	MME LE GOFF Magalie
MME LOF Vanessa	MME BROU N CHO Elalie
MME TAHRI Malika	M. POMMIER Jean-Louis
MME REGINA Raphaëlle	MME RELOUZAT- VESTRIS Brigitte
M. LABID Aaziz	M. SVAY Mathieu
M. ALASRI El Bachir	MME VERA Séverine
MME NOTO-TERRE Marie	MME RIVES Isabelle
M. DUBOL Christophe	MME LEFRERE Vanessa
MME GUYADER Alexia	M. SICARD Jean-François
MME JULIEN Pascaline	

3 °) dans la limite de 2 000 €, aux agents des finances publiques désignés ci-après :

M. MALLAM Osman	MME TREBALAGE Karen
M. GUEZGUEZ Maël	MME MAILLOT Caroline
MME ACADINE Manon	M. SAIDI-BACO Hachim
MME CHARLERY Kathleen	

Article 3

Délégation de signature est donnée à l'effet de signer :

1°) les décisions gracieuses relatives aux pénalités de recouvrement et portant remise, modération ou rejet, dans la limite précisée dans le tableau ci-dessous ;

Nom et prénom des agents	Grade	Limite des décisions gracieuses
MME BELQASMI Karima	Inspectrice	15 000€
Mme ARDENNE Marie-Pascale	Contrôleur	10 000€
M AZIZI Rachid	Contrôleur	10 000€
MME BOB Sandra	Contrôleur	10 000€
MME DAMIANO Muriel	Contrôleur	10 000€
MME FRERE Sandrine	Contrôleur	10 000€
MME LE GOFF Magalie	Contrôleur	10 000€
MME LOF Vanessa	Contrôleur	10 000€
MME TAHRI Malika	Contrôleur	10 000€
M. LABID Aaziz	Contrôleur	10 000€
M. POMMIER Jean-Louis	Contrôleur	10 000€
MME REGINA Raphaëlle	Contrôleur	10 000€
MME RELOUZAT- VESTRIS Brigitte	Contrôleur	10 000€
M. ALASRI El Bachir	Contrôleur	10 000€
M. SVAY Mathieu	Contrôleur	10 000€
MME BROU N CHO Elalie	Contrôleur	10 000€
MME VERA Séverine	Contrôleur	10 000€
MME NOTO-TERRE Marie	Contrôleur	10 000€
M. DUBOL Christophe	Contrôleur	10 000€
MME GUYADER Alexia	Contrôleur	10 000€
MME JULIEN Pascaline	Contrôleur	10 000€
MME LEFRERE Vanessa	Contrôleur	10 000€
MME RIVES Isabelle	Contrôleur	10 000€
M. SICARD Jean-François	Contrôleur	10 000€
M. GUEZGUEZ Maël	Agent	2 000€

2°) les décisions relatives aux demandes de délai de paiement, dans les limites de durée et de montant indiquées dans le tableau ci-après ;

3°) les avis de mise en recouvrement et les mises en demeure de payer ;

4°) l'ensemble des actes relatifs au recouvrement, et notamment les actes de poursuites et les déclarations de créances ; aux agents désignés ci-après :

	grade	Limite des décisions gracieuses	Durée maximale des délais de paiement	Somme maximale pour laquelle un délai de paiement peut être accordé
MME BELQASMI Karima	Inspectrice	15 000€	12 mois	60 000€
MME ARDENNE Marie-pascale	Contrôleur	10 000€	12 mois	30 000€
M. AZIZI Rachid	Contrôleur	10 000€	12 mois	30 000€
MME BOB Sandra	Contrôleur	10 000€	12 mois	30 000€
MME DAMIANO Muriel	Contrôleur	10 000€	12 mois	30 000€
MME FRERE Sandrine	Contrôleur	10 000€	12 mois	30 000€
MME LE GOFF Magalie	Contrôleur	10 000€	12 mois	30 000€
MME LOF Vanessa	Contrôleur	10 000€	12 mois	30 000€
MME TAHRI Malika	Contrôleur	10 000€	12 mois	30 000€
M. LABID Aaziz	Contrôleur	10 000€	12 mois	30 000€
M. POMMIER Jean-Louis	Contrôleur	10 000€	12 mois	30 000€
MME REGINA Raphaëlle	Contrôleur	10 000€	12 mois	30 000€
MME RELOUZAT-VESTRIS Brigitte	Contrôleur	10 000€	12 mois	30 000€
M. ALASRI El Bachir	Contrôleur	10 000€	12 mois	30 000€
M. SVAY Mathieu	Contrôleur	10 000€	12 mois	30 000€
MME BROU N CHO Elalie	Contrôleur	10 000€	12 mois	30 000€
MME VERA Séverine	Contrôleur	10 000€	12 mois	30 000€
MME NOTO-TERRE Marie	Contrôleur	10 000€	12 mois	30 000€
M. DUBOL Christophe	Contrôleur	10 000€	12 mois	30 000€
MME GUYADER Alexia	Contrôleur	10 000€	12 mois	30 000€
MME JULIEN Pascaline	Contrôleur	10 000€	12 mois	30 000€
MME LEFRERE Vanessa	Contrôleur	10 000€	12 mois	30 000€
MME RIVES Isabelle	Contrôleur	10 000€	12 mois	30 000€
M. SICARD Jean-François	Contrôleur	10 000€	12 mois	30 000€
M. GUEZGUEZ Maël	Agent	5 000€	12 mois	15 000€

Article 4

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département du Val-de-Marne et prendra effet dès publication.

SIE VAL-DE-BIEVRE
15 rue Paul BERT
94808 VILLEJUIF CEDEX

A VILLEJUIF, le 17 janvier 2025

Le comptable public, responsable du service
des impôts des entreprises de VAL-DE-BIEVRE

Corinne BESNARD



**PRÉFET
DU VAL-
DE-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement et
des transports d'Île-de-France**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n° 2024/DRIEAT/SPPE/176
MODIFIANT L'ARRETE PREFECTORAL n°2022/DRIEAT/SPPE/036 PORTANT MISE EN DEMEURE AU
TITRE DE L'ARTICLE L. 171-8 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT A L'ENCONTRE DU SYNDICAT DES
EAUX D'ÎLE-DE-FRANCE CONCERNANT L'AUTORISATION DE PRELEVEMENT ET DE REJET EN
SEINE DE L'USINE D'EAU POTABLE DE CHOISY-LE-ROI**

Le préfet du Val-de-Marne

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L. 171-8, L. 171-11, R. 212-10, R. 212-11 et R. 212-18 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret n°2005-636 du 30 mai 2005 modifié relatif à l'organisation de l'administration dans le domaine de l'eau et aux missions du préfet coordonnateur de bassin ;

VU le décret n° 2010-687 du 24 juin 2010 modifié relatif à l'organisation et aux missions des services de l'État dans la région et les départements d'Île-de-France ;

VU le décret n° INTA2419960D du 6 novembre 2024 portant nomination de Monsieur Étienne STOSKOPF en qualité de préfet du Val-de-Marne ;

VU l'arrêté inter-préfectoral n° 2008/88 du 8 janvier 2008 modifié par l'arrêté n° 2010/6845 du 30 septembre 2010 portant déclaration d'utilité publique des périmètres de protection de la prise d'eau, autorisation de traitement et de distribution d'eau potable, et autorisation de prélèvement et de rejet en Seine de l'usine du Syndicat des eaux d'Île de France à Choisy-le-Roi ;

VU l'arrêté du 25 janvier 2010 modifié relatif aux méthodes et critères d'évaluation de l'état écologique, de l'état chimique et du potentiel écologique des eaux de surface ;

VU l'arrêté n°2022/DRIEAT/SPPE/036 du 8 septembre 2022 portant mise en demeure au titre de l'article L. 171-8 du code de l'environnement à l'encontre du Syndicat des eaux d'Île-de-France concernant l'autorisation de prélèvement et de rejet en Seine de l'usine d'eau potable de Choisy-le-Roi ;

VU l'arrêté inter-préfectoral n°2023/SPPE/036 du 25 octobre 2023 autorisant le prélèvement et le rejet en Seine de l'usine d'eau potable du Syndicat des eaux d'Île-de-France à Choisy-le-Roi ;

VU le courrier de rapport en manquement administratif du service police de l'eau de la direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France en date du 29 juillet 2022 établissant la non-conformité au titre de l'année 2021 ;

VU le courrier en date du 30 septembre 2022 du Syndicat des eaux d'Île-de-France qui établit un échéancier d'exécution des travaux et un plan d'action ;

VU le courrier de rapport en manquement administratif du service police de l'eau de la direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France en date du 31 octobre 2023 établissant la non-conformité au titre de l'année 2022 ;

VU les observations du Syndicat des eaux d'Île-de-France formulées par courrier en date du 30 novembre 2023 à la suite de la non-conformité au titre de l'année 2022 ;

VU le courrier du Syndicat des eaux d'Île-de-France du 29 mai 2024 établissant un bilan du plan d'action conduit entre 2023 et 2024 ;

VU le courriel du 15 novembre 2024 du Syndicat des eaux d'Île-de-France formulant une observation sur le projet d'arrêté de mise en demeure ;

VU le courrier de rapport en manquement administratif du service police de l'eau de la direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France en date du 21 novembre 2024 établissant la non-conformité au titre de l'année 2023 ;

VU le courrier du 26 novembre 2024 du Syndicat des eaux d'Île-de-France faisant un point d'avancement sur les mesures prises dans le prolongement de l'arrêté de mise en demeure n°2022/DRIEAT/SPPE/036 du 8 septembre 2022 ;

VU les nouveaux engagements proposés par le Syndicat des eaux d'Île-de-France proposés dans ses courriers du 29 mai 2024 et du 26 novembre 2024 ;

CONSIDÉRANT que l'usine d'eau potable ne respecte pas, au titre des années 2021, 2022 et 2023 l'article 19.2 de l'arrêté préfectoral du 8 janvier 2008 et l'article 7 de l'arrêté inter-préfectoral n°2023/SPPE/036 pour ce qui concerne les normes de rejet à respecter ;

CONSIDÉRANT que des dépassements récurrents de paramètres de rejets en Seine sont constatés en concentration et en flux pour l'émissaire R3 ;

CONSIDÉRANT le respect des engagements pris par le SEDIF via son plan d'action 2023-2024, établi en réponse à l'arrêté n°2022/DRIEAT/SPPE/036 du 8 septembre 2022 portant mise en demeure ;

CONSIDÉRANT que les derniers résultats faisant suite aux travaux sont toutefois insuffisants malgré les améliorations apportées et que le retour à la conformité de l'usine de Choisy-le-Roi n'est toujours pas assuré ;

CONSIDÉRANT que la complexité de fonctionnement de la filière de traitement des effluents impose la réalisation d'études techniques supplémentaires ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de prolonger la mise en demeure du Syndicat des eaux d'Île-de-France de respecter les prescriptions prévues par les actes susmentionnés ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture du Val-de-Marne,

ARRÊTE

Article 1 : Objet

L'article 1 de l'arrêté préfectoral n°2022/DRIEAT/SPPE/036 du 8 septembre 2022 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Le Syndicat des eaux d'Île-de-France est mis en demeure de respecter les prescriptions de l'article 7 de l'arrêté préfectoral n°2023/SPPE/036 au plus tard au 31 mars 2027.

Le Syndicat des eaux d'Île-de-France est tenu de :

- Transmettre au service politiques et police de l'eau avant le 1^{er} mars 2025 un plan d'action détaillé et son échéancier visant à respecter les dispositions de l'article 7 de l'arrêté préfectoral n°2023/SPPE/036 ;
- Transmettre tous les trois mois au service politiques et police de l'eau un point d'avancement sur le plan d'action. »

Article 2

Le reste de l'arrêté préfectoral n°2022/DRIAT/SPPE/036 du 8 septembre 2022 demeure inchangé.

Article 3

Le présent arrêté est soumis au contentieux de pleine juridiction.

La présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Melun- 43 rue du Général De Gaulle – case postale 8630 – 77008 Melun Cedex, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également faire l'objet d'un recours gracieux.

Le recours contentieux peut être déposé auprès de la juridiction administrative par voie postale, sur place auprès de l'accueil de la juridiction ou par le biais de l'application <https://www.telerecours.fr/> .

Article 4 : Publication et information des tiers

Le présent arrêté est notifié au président du syndicat des eaux d'Île-de-France et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Val-de-Marne.

Une copie du présent arrêté sera notifié au Syndicat des eaux d'Île-de-France.

Article 5

Le secrétaire général de la préfecture du Val-de-Marne et la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à :

- Monsieur le chef du service interdépartemental de Paris Petite Couronne de l'Office français de la biodiversité ;
- Monsieur le directeur territorial Seine Francilienne de l'Agence de l'eau Seine Normandie ;
- Monsieur le directeur de l'Agence régionale de santé d'Île-de-France.

Fait à Créteil, le 10 janvier 2025

Le préfet du Val-de-Marne

SIGNE

Etienne STOSKOPF

Arrêté DRIEAT-IDF N°2025-0008

abrogation de l'arrêté DRIEAT-IdF N°2025-0001 du 6 janvier 2025 valable jusqu'au 30 avril 2025 portant modification des conditions de circulation des véhicules et de stationnement des véhicules de toutes catégories sur une section du boulevard Albert 1^{er} (**RD245**), 25 mètres après le passage piéton à l'angle de la rue Jacques Kablé (RD120) jusqu'au passage piéton en amont du rond-point Siegburg (RD245) pour permettre la création d'une zone tampon pour le stationnement de poids lourds sur la commune de Nogent-sur-Marne, dans le sens de circulation province/Paris.

Le Préfet du Val-de-Marne

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.2215-1, L.2521-1 et L.2521-2 ;

Vu le code de justice administrative, notamment son article R.421-1 ;

Vu le code de la route, notamment les articles L.110-3, L. 411-5 et R.411-8-1 ;

Vu le code de la sécurité intérieure notamment son article L.131-4 ;

Vu le code de la voirie routière notamment les articles L.115-1 et R*.152-1 ;

Vu l'ordonnance générale du 1er juin 1969 réglementant l'usage des voies ouvertes à la circulation publique toujours en vigueur dans le Val-de-Marne ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 (modifié) relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

Vu le décret n°2009-615 du 3 juin 2009 modifié, fixant la liste des routes à grande circulation ;

Vu le décret du 6 novembre 2024 portant nomination de Monsieur Étienne Stoskopf en qualité de préfet du Val-de-Marne ;

Vu le décret n°2021-261 du 10 mars 2021 relatif à la direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 (modifié) relatif à la signalisation des routes et des autoroutes ;

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière du 7 juin 1977 et ses annexes ;

Vu l'arrêté ministériel du 8 juillet 2022 portant nomination de Madame Emmanuelle Gay en qualité de directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France ;

Vu l'arrêté n°2024-03916 du 18 novembre 2024 du préfet du Val-de-Marne portant délégation de signature à Madame Emmanuelle Gay, directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France ;

Vu la décision DRIEAT-IdF 2024-0876 du 21 novembre 2024 portant subdélégation de signature pour les matières exercées pour le compte du préfet du Val-de-Marne ;

Vu la note du 2 février 2024, du ministre de la Transition écologique en charge des transports, fixant le calendrier des « jours hors chantiers » de l'année 2024 et du mois de janvier 2025 ;

Les dates des travaux prévus en continuité après janvier 2025 seront définies en conformité avec la note des jours hors chantiers de l'année 2024 à janvier 2025, au regard de cette note quand elle sera publiée ;

Considérant que la RD245, à Nogent-sur-Marne, est classée dans la nomenclature des voies à grande circulation ;

Considérant que l'entreprise EIFFAGE ne doit utiliser la zone tampon pour l'attente des poids lourds du chantier du Grand Paris Express, qu'à compter d'avril 2025, il y lieu d'abroger l'arrêté valable à compter du 13 janvier 2025 ;

Sur proposition de la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France :

ARRÊTE

Article 1

À compter de la date de signature du présent arrêté, l'arrêté DRIEAT-IDF n°2025-0001 du 6 janvier 2025 valable jusqu'au 30 avril 2025 est abrogé suite à un changement de planning.

Article 2

Le présent arrêté peut faire l'objet dans le délai de deux mois à compter de sa notification :

- d'un recours gracieux auprès du préfet du Val-de-Marne, adressé à la direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France, le Ponant II - 27/29 rue Leblanc, 75015 Paris ;
- d'un recours hiérarchique auprès du ministère de l'Intérieur et des Outre-mer ;
- d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Melun.

Article 3

Le secrétaire général de la préfecture du Val-de-Marne ;
Le directeur territorial de la sécurité de proximité du Val-de-Marne ;
Le président du conseil départemental du Val-de-Marne ;
Le président-directeur général de la RATP ;
Le maire de Nogent-sur-Marne ;

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Val-de-Marne et dont copie sera adressée au commandant de la brigade des sapeurs-pompiers de Paris et au directeur du SAMU.

Fait à Paris, le 17 janvier 2025

Pour le Préfet et par subdélégation,
le chef de l'Unité Circulation Routière

Guillaume THUAULT

arrêté n° 2025-00096

accordant délégation de la signature préfectorale au sein de la direction des usagers et des polices administratives et des services qui lui sont rattachés

Le préfet de police,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code général de la fonction publique, notamment son article L. 417-5 ;

VU le code la consommation ;

VU le code de la route ;

VU le code rural et de la pêche maritime ;

VU le code de la santé publique ;

VU le code de la sécurité intérieure ;

VU le code du sport ;

VU le code du travail ;

VU le décret n° 94-415 du 24 mai 1994 modifié portant dispositions statutaires relatives aux personnels des administrations parisiennes, et notamment son article 14 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements, notamment son article 77 ;

VU le décret n° 2006-1780 du 23 décembre 2006 modifié portant délégation de pouvoir en matière de recrutement et de gestion de certains personnels relevant du ministère de l'intérieur ;

VU le décret n° 2009-1484 du 3 décembre 2009 relatif aux directions départementales interministérielles ;

VU le décret n° 2010-687 du 24 juin 2010 modifié relatif à l'organisation et aux missions des services de l'État dans la région et les départements d'Île-de-France, notamment son article 24 ;

VU l'arrêté du 23 novembre 1979 modifié portant règlement sanitaire du département de Paris ;

VU l'arrêté n° 2009-00641 du 7 août 2009 modifié relatif à l'organisation de la préfecture de police ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2010-00458 du 5 juillet 2010 relatif aux missions et à l'organisation de la direction départementale interministérielle de la protection des populations de Paris ;

VU l'arrêté ministériel du 31 mars 2011 portant déconcentration des décisions relatives à la situation individuelle des fonctionnaires et agents non titulaires exerçant leurs fonctions dans les directions départementales interministérielles ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2024-00503 du 19 avril 2024 relatif aux missions et à l'organisation de la direction des usagers et des polices administratives ;

VU le décret du 20 juillet 2022 par lequel M. Laurent NUÑEZ, préfet, coordonnateur national du renseignement et de la lutte contre le terrorisme, est nommé préfet de police (hors classe) ;

VU le décret du 19 août 2022 par lequel M. Christian CHASSAING, administrateur de l'Etat hors classe détaché en qualité de sous-préfet hors classe, secrétaire général de la zone de défense et de sécurité Sud (classe fonctionnelle II), est nommé directeur des transports et de la protection du public à la préfecture de police, à compter du 23 août 2022 ;

VU l'arrêté du 13 octobre 2021 par lequel Mme Marie-Hélène TREBILLON, directrice départementale de 2^{ème} classe de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes, est nommée directrice départementale de la protection des populations de Paris ;

SUR proposition de la préfète, directrice de cabinet,

A R R Ê T E

TITRE I

Délégation de signature relative aux matières relevant de la direction des usagers et des polices administratives

Article 1^{er}

Délégation permanente est donnée à M. Christian CHASSAING, administrateur général de l'Etat, directeur des usagers et des polices administratives, à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions et au nom du préfet de police, tous actes, arrêtés, décisions et pièces comptables nécessaires à l'exercice des missions fixées par l'arrêté du 19 avril 2024 susvisé.

Délégation est donnée à M. Christian CHASSAING, directeur des usagers et des polices administratives, à l'effet de signer au nom du préfet de police, les arrêtés de sanctions disciplinaires du premier groupe (avertissement et blâme) infligées aux personnels administratifs, techniques, scientifiques et spécialisés placés sous sa responsabilité, à l'exception des sanctions d'exclusion temporaire de fonction de 3 jours.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Christian CHASSAING, M. Vincent NATUREL, administrateur de l'Etat du deuxième grade, sous-directeur de la sécurité du public, M. Charles-François BARBIER, administrateur de l'Etat du deuxième grade, sous-directeur des déplacements et de l'espace public, Mme Cécile GUILHEM, administratrice de l'Etat du deuxième grade, sous-directrice des polices sanitaires, environnementales et de sécurité, et Mme Hélène MONTELLY, administratrice de l'Etat, cheffe du service des titres et des relations avec les usagers, reçoivent délégation à l'effet de signer, dans la limite de leurs attributions respectives et au nom du préfet de police, tous actes, arrêtés, décisions et pièces comptables nécessaires à l'exercice des missions fixées par l'arrêté du 19 avril 2024 susvisé, ainsi que les décisions individuelles relatives à l'octroi des congés annuels et de maladie ordinaire des personnels relevant de leurs autorités.

Article 3

Délégation de signature est donnée à Mme Sophie BOUSSAC-LOAREC, attachée principale d'administration de l'Etat, conseillère d'administration de l'intérieur et de l'outre-mer, secrétaire générale et à M. Pierre-Jean ROYER, attaché principal d'administration de l'Etat, chef de cabinet, à l'effet de signer au nom du préfet de police et dans la limite de leurs attributions respectives, tous actes, arrêtés, décisions et pièces comptables nécessaires à l'exercice des missions fixées par les articles 11 et 12 de l'arrêté du 19 avril 2024 susvisé, ainsi que les décisions individuelles relatives à l'octroi des congés annuels et maladie ordinaire des personnels relevant de leur autorité.

Article 4

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Sophie BOUSSAC-LOAREC, secrétaire générale, Mme Hélène POLOMACK, attachée principale d'administration de l'Etat, adjointe à la secrétaire générale, Mme Véronique BOUTY, attachée d'administration de l'Etat, cheffe du département des ressources humaines, Mme Jessica PALMERINI, attachée principale d'administration de l'Etat, cheffe du département des affaires financières et générales et M. Julien TISSIEZ, ingénieur des systèmes d'information et de communication, chef du département des systèmes d'information et de sécurité numérique reçoivent délégation à l'effet de signer tous actes, arrêtés, décisions et pièces comptables mentionnés à l'article 3, dans la limite de leurs attributions respectives et à l'exception :

- des saisines au titre de l'article 40 du code de procédure pénale ;
- des propositions de sanctions administratives.

Chapitre I : Sous-direction de la sécurité du public

Article 5

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Vincent NATUREL, la délégation qui lui est accordée par l'article 2 est exercée, dans la limite de ses attributions, par M. Marc PORTEOUS, administrateur de l'Etat du deuxième grade, adjoint au sous-directeur de la sécurité du public.

Article 6

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Marc PORTEOUS, Mme Christelle OLLANDINI, attachée principale d'administration de l'Etat, conseillère d'administration de l'intérieur et de l'outre-mer, cheffe du bureau des établissements recevant du public, Mme Gwenn-Anne LAFANECHERE-TOUVRON, attachée d'administration de l'Etat, cheffe du bureau des hôtels et foyers, et M. Christophe ARTUSSE, attaché principal d'administration de l'Etat, chef du bureau des permis de construire et ateliers, reçoivent délégation à l'effet de signer tous actes, décisions et pièces comptables mentionnés à l'article 2, dans la limite de leurs attributions respectives, à l'exception :

- des ordres de service pour engagement de travaux d'office sur des immeubles, des immeubles de grande hauteur, des ateliers et des entrepôts, des hôtels et tout autre établissement recevant du public ;
- des signalements au titre de l'article 40 du code de procédure pénale.

en matière d'établissements recevant du public :

- des arrêtés de fermeture d'établissements recevant du public pris en application des articles L. 122-6, L. 184-1 à L. 184-9, L. 143-3 ou R. 143-45 du code de la construction et de l'habitation.

en matière d'immeubles de grande hauteur :

- des arrêtés portant fermeture ou interdiction d'occuper des immeubles de grande hauteur pris en application du code de la construction et de l'habitation.

en matière d'immeubles menaçant ruine :

- des arrêtés de péril et autres actes pris en application des articles L. 511-1 et suivants du code de la construction et de l'habitation ;
- des arrêtés prescrivant l'interdiction d'occuper les lieux.

en matière d'ateliers et entrepôts :

des arrêtés de mise en demeure de réaliser des travaux dans des ateliers et entrepôts pris en application de l'article L. 129-4-1 du code de la construction et de l'habitation.

Article 7

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Christelle OLLANDINI, de Mme Gwenn-Anne LAFANECHERE-TOUVRON et de M. Christophe ARTUSSE, la délégation qui leur est consentie est exercée, dans la limite de leurs attributions respectives, par :

- Mme Aurore BACON, attachée principale d'administration de l'Etat, et en cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, par Mme Nina ZANOTTI, attaché d'administration de l'Etat, Mme Véronique PATARD, M. Jean-Philippe BEAUFILS, Mme Audrey PLEE, secrétaires administratifs de classe exceptionnelle et Mme Emilie Joly, secrétaire administrative de classe normale, directement placés sous l'autorité de Mme Christelle OLLANDINI ;
- Mme Frédérique LECLAIR, attachée d'administration de l'Etat, et en cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, par Mme Vénus JUIGNER, secrétaire administrative de classe normale, directement placées sous l'autorité de Mme Christelle OLLANDINI ;
- Mme Amélie COVO-FERRI, secrétaire administrative de classe normale, directement placée sous l'autorité de Mme Christelle OLLANDINI ;
- Mme Peggy PERRIEUX, attachée d'administration de l'Etat, et, en cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, par M. Stéphane BERTRAND, secrétaire administratif de classe exceptionnelle, directement placé sous l'autorité de Mme Christelle OLLANDINI ;
- Mme Maria DA SILVA et Mme Anna SOULIER, attachées d'administration de l'Etat, et, en cas d'absence ou d'empêchement de ces dernières, par Mme Marie-Sophie BOIVIN, secrétaire administrative de classe exceptionnelle et M. Arnaud PERROT, secrétaire administratif de classe supérieure, directement placés sous l'autorité de Mme Gwenn-Anne LAFANECHERE-TOUVRON ;
- Mme Véronique MENETEAU, attachée d'administration de l'Etat, directement placée sous l'autorité de M. Christophe ARTUSSE.

Chapitre II : Sous-direction des déplacements et de l'espace public

Article 8

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Charles-François BARBIER, la délégation qui lui est accordée par l'article 2 est exercée, dans la limite de ses attributions, par Mme Emmanuelle FRESNAY, administratrice de l'Etat du deuxième grade, adjointe au sous-directeur des déplacements et de l'espace public.

Article 9

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Charles-François BARBIER et de Mme Emmanuelle FRESNAY, M. Éric BAKHOUM, attaché principal d'administration de l'Etat, chef du bureau des objets trouvés et des scellés, Mme Caroline CHÂTEAU-MAIRE, attachée principale d'administration de l'Etat, conseillère d'administration de l'intérieur et de l'outre-mer, cheffe du bureau des taxis et transports publics, et Mme Sonia BAALI, attachée principale d'administration de l'Etat, cheffe du bureau de la réglementation et de la gestion de l'espace public, reçoivent délégation à l'effet de signer tous actes, arrêtés, décisions et pièces comptables mentionnées à l'article 2, dans la limite de leurs attributions respectives et à l'exception :

en matière de circulation :

- des arrêtés réglementant à titre permanent la circulation ou le stationnement pris en application de l'article L. 2512-14 du code général des collectivités territoriales.

en matière d'activité de conducteur de transports publics particuliers de personnes, et de profession d'exploitant de taxi :

- des retraits d'autorisation de stationnement pris en application de l'article L. 3124-1 du code des transports ;

- des retraits de carte professionnelle de taxi pris en application de l'article R. 3120-6 du code des transports et de l'article 16 de l'arrêté inter préfectoral n°01-16385 modifié du 31 juillet 2001 relatif aux exploitants et aux conducteurs de taxis dans la zone parisienne ;
- des saisines au titre de l'article 40 du code de procédure pénale.

Article 10

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Éric BAKHOUM, de Mme Caroline CHÂTEAU-MAIRE et de Mme Sonia BAALI, la délégation qui leur est consentie est exercée, dans la limite de leurs attributions respectives, par :

- M. Stéphane FAURE, attaché d'administration de l'État, directement placé sous l'autorité de M. Éric BAKHOUM ;
- M. Philippe ARRONDEAU, attaché principal d'administration de l'Etat, M. Patrice LANTNER, attaché d'administration de l'Etat et Mme Sanaa TALAL, attachée d'administration de l'Etat, directement placés sous l'autorité de Mme Caroline CHÂTEAU-MAIRE ;
- M. Paul LAUBLY et Mme Mélanie DUGAL, attachés d'administration de l'Etat et M. Fabien POULAIN, ingénieur des travaux, directement placés sous l'autorité de Mme Sonia BAALI.

Chapitre III : Sous-direction des polices sanitaires, environnementales et de sécurité

Article 11

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Cécile GUILHEM, la délégation qui lui est accordée par l'article 2 est exercée, dans la limite de ses attributions, par Mme Laurence GIREL-GORIZZUTTI, agent contractuel, adjointe à la sous-directrice des polices sanitaires, environnementales et de sécurité.

Article 12

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Cécile GUILHEM et de Mme Laurence GIREL-GORIZZUTTI, Mme Delphine FAUCHEUX, attachée principale d'administration de l'Etat, conseiller d'administration de l'intérieur et de l'outre-mer, cheffe du bureau des actions de santé mentale, Mme Estelle CRAWFORD, attachée principale d'administration de l'Etat, conseillère d'administration de l'intérieur et de l'outre-mer, cheffe du bureau des actions de prévention et de protection sanitaires, Mme Nathalie DULEY, attachée principale administration de l'Etat, cheffe du bureau des polices de l'environnement et des opérations funéraires et M. Jean-Paul BERLAN, attaché hors classe, conseiller d'administration de l'intérieur et de l'outre-mer, chef du bureau des polices administratives de sécurité reçoivent délégation à l'effet de signer tous actes et décisions, dans la limite de leurs attributions respectives, à l'exception :

- des signalements au titre de l'article 40 du code de procédure pénale.

Pour le bureau des actions de prévention et de protection sanitaires :

- des mesures de fermeture administrative prises en application du code de la santé publique ou du code de la sécurité intérieure ;
- des autorisations, refus et retraits d'autorisation d'ouverture de nuit pris en application de l'arrêté préfectoral du 10 juin 2010 modifié ;
- des sanctions en matière de musique et de sons amplifiés pris sur le fondement du code de l'environnement.

Pour le bureau des polices de l'environnement et des opérations funéraires :

- des arrêtés d'euthanasie et de placement d'animaux réputés dangereux pris en application du code rural et de la pêche maritime ;
- des arrêtés d'autorisation et de suspension d'activité d'installations classées pris sur le fondement du code de l'environnement ;

- des arrêtés d'habilitation des opérateurs funéraires et des refus ou retraits d'habilitation les concernant.

Pour le bureau des polices administratives de sécurité :

- des autorisations de port d'armes ;
- des agréments délivrés dans le cadre de la police municipale parisienne.

Article 13

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Delphine FAUCHEUX, de Mme Estelle CRAWFORD, de Mme Nathalie DULEY et de M. Jean-Paul BERLAN, la délégation qui leur est consentie est exercée, dans la limite de leurs attributions respectives, par :

- M. Abdelaziz FEREDJ, attaché principal d'administration de l'Etat et M. Serge AUVIN, attaché principal d'administration de l'Etat, directement placés sous l'autorité de Mme Delphine FAUCHEUX ;
- M. François MIETTE, attaché principal d'administration de l'Etat, directement placé sous l'autorité de Mme Estelle CRAWFORD ;
- Mme Latifa SAKHI, attachée d'administration de l'Etat, directement placée sous l'autorité de Mme Nathalie DULEY ;
- Mme Sidonie DERBY, attachée d'administration de l'Etat et Mme Marion CHAUDRET, directrice pénitentiaire d'insertion et de probation, en détachement dans le corps des attachés d'administration de l'Etat, directement placées sous l'autorité de M. Jean-Paul BERLAN.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Estelle CRAWFORD et de M. François MIETTE, la délégation qui leur est consentie est exercée, dans la limite de leurs attributions respectives, par :

- M. Olivier GESSON, ingénieur de la préfecture de police, s'agissant de la police administrative de la musique et des sons amplifiés ;
- Mme Céline ROMANO, attachée d'administration de l'Etat, s'agissant de la police administrative des licences et des débits de boissons.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Olivier GESSON, la délégation qui lui est consentie est exercée, dans la limite de ses attributions, par Mme Houria BOUARFA, secrétaire administrative de classe normale.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Céline Romano, la délégation qui lui est consentie est exercée, dans la limite de leurs attributions, par Mme Marie-Christine RONOT, secrétaire administrative de classe supérieure, s'agissant de la police administrative des licences, et par Mme Caroline AMPOLINI, secrétaire administrative de classe supérieure, et, en cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, par Mme Nathalie BERTHO, secrétaire administrative de classe normale, s'agissant de la police administrative des débits de boissons.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Nathalie DULEY et de Mme Latifa SAKHI, la délégation qui leur est consentie est exercée, dans la limite de leurs attributions respectives, par :

- M. Benoît GICQUEL, attaché d'administration de l'Etat, chef du pôle des installations classées ;
- Mme Lydia SILBANDE, secrétaire administrative de classe normale, cheffe du pôle air, police animale et opérations funéraires.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Benoît GICQUEL, la délégation qui lui est consentie est exercée, dans la limite de ses attributions, par Mme Catherine LENOIR, secrétaire administrative de classe exceptionnelle, adjointe du chef du pôle des installations classées.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Lydia SILBANDE, la délégation qui lui est consentie est

exercée, dans la limite de ses attributions, par Mme Alexa PRIMAUD, secrétaire administrative de classe exceptionnelle.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Lydia SILBANDE et de Mme Alexa PRIMAUD, la délégation qui leur est consentie est exercée, dans la limite de ses attributions, par Mme Velina MURDZHEVA, instructrice au sein du pôle air, police animale et opérations funéraires, adjointe administrative principale de 1^{ère} classe, pour signer les actes consécutifs au décès.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Paul BERLAN, de Mme Sidonie DERBY et de Mme Marion CHAUDRET, la délégation qui leur est consentie est exercée, dans la limite de ses attributions, par Mme Elodie SAINT MARTIN, attachée d'administration de l'Etat, cheffe du pôle vidéo-protection, sécurité privée, sûreté gare du Nord et associations.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Elodie SAINT MARTIN, la délégation qui lui est consentie est exercée par :

- Mme Marielle CONTE, secrétaire administrative de classe exceptionnelle, cheffe de la section des associations, pour signer les récépissés et les duplicatas de déclaration et de modification d'associations ;
- Mme Stéphanie MARTIN-ANDRE, secrétaire administrative de classe exceptionnelle, cheffe de la section vidéo-protection, pour signer les récépissés d'autorisation d'installation d'un système de vidéo-protection.

Chapitre IV : Service des titres et des relations avec les usagers

Article 14

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Hélène MONTELLY, la délégation qui lui est consentie est exercée, dans la limite de leurs attributions respectives et à l'exception des saisines au titre de l'article 40 du code de procédure pénale et des documents relatifs aux demandes d'opposition à la sortie du territoire, par :

- Mme Messaouda BENAMAR, attachée principale d'administration de l'Etat, conseillère d'administration de l'intérieur et de l'outre-mer, cheffe du bureau des titres d'identité ;
- Mme Fabienne PEILLON, attachée principale d'administration de l'Etat, cheffe du bureau de l'immatriculation des véhicules, à l'exception des décisions de suspension ou de retrait d'agrément relatives au contrôle technique des véhicules et des décisions de suspension ou de retrait d'habilitation permettant à certains professionnels d'accéder au système d'immatriculation des véhicules (SIV) ;
- M. Benoît MARX, attaché principal d'administration de l'Etat, conseiller d'administration de l'intérieur et de l'outre-mer, chef du bureau des droits à conduire, à l'exception des décisions de retrait d'agrément des établissements d'enseignement de la conduite des véhicules terrestres à moteur, des centres de sensibilisation à la sécurité routière et des centres de tests chargés de faire passer les examens psychotechniques ;
- Mme Sandrine BOULAND, attachée d'administration de l'Etat, cheffe du bureau des usagers notamment en ce qui concerne la délivrance de permis de conduire internationaux.

Article 15

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Fabienne PEILLON, la délégation qui lui est consentie est exercée, dans la limite de ses attributions, par M. Chung Meng CHAO, attaché d'administration de l'Etat, adjoint à la cheffe du bureau de l'immatriculation des véhicules.

Article 16

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Messaouda BENAMAR, la délégation qui lui est consentie est exercée, dans la limite de leurs attributions respectives, par :

- Mme Johanne MANGIN, attachée d'administration de l'Etat hors classe, adjointe à la cheffe du bureau des titres d'identité ;
- Mme Martine ROUZIERE-LISTMAN, attachée principale d'administration de l'Etat, cheffe du centre d'expertise et de ressources titres d'identité ;
- Mme Paquita GEA, attachée principale d'administration de l'Etat, cheffe de la division de lutte contre la fraude ;
- Mme Floriane ROLLAND, attachée d'administration de l'Etat, cheffe du pôle de soutien opérationnel.

Article 17

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Benoît MARX, la délégation qui lui est consentie est exercée, dans la limite de leurs attributions respectives, par :

- Mme Ismahane ZERIBI, attachée principale d'administration de l'Etat, adjointe au chef du bureau des droits à conduire ;
- Mme Yasmina YAHIA-CHERIF, attachée principale d'administration de l'Etat, cheffe du centre d'expertise et de ressources des titres permis de conduire de Paris ;
- Mme Déborah TOUPILLIER, attachée d'administration de l'Etat, cheffe du centre d'expertise et de ressources des titres échanges de permis de conduire étrangers de Paris ;
- Mme Nathalie DUMONT, attachée d'administration de l'Etat, chef du centre départemental des droits à conduire ;
- Mme Alexia TENE et M. Grégory FUMONT, secrétaires administratifs, pour signer les attestations préfectorales d'aptitude à la conduite, les arrêtés 61 et les récépissés de remise du permis de conduire.

TITRE II

Délégation de signature au service opérationnel de prévention situationnelle

Article 18

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Christian CHASSAING, M. Vincent ANNEREAU, commissaire général, chef du service opérationnel de prévention situationnelle, reçoit délégation à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions, tous actes, arrêtés, décisions et pièces comptables mentionnées à l'article 1, ainsi que les décisions individuelles relatives à l'octroi des congés et de maladie ordinaire des personnels placés sous son autorité.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Vincent ANNEREAU, la délégation qui lui est consentie est exercée, dans la limite de ses attributions, par Mme Catherine CHANTREUX, commandant divisionnaire à l'emploi fonctionnel, adjointe au chef de service.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Catherine CHANTREUX, la délégation qui lui est consentie est exercée, dans la limite de leurs attributions respectives, par M. Stéphane ROCHE, commandant divisionnaire, chef de la division des études de sécurité publique et M. Sébastien POU, commandant de police, chef de la division audits et soutien opérationnel.

TITRE III
Délégation de signature à l'institut médico-légal et à l'infirmierie psychiatrique
près la préfecture de police

Article 19

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Christian CHASSAING, le Professeur Bertrand LUDES, médecin-inspecteur, directeur de l'institut médico-légal, reçoit délégation de signature à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions :

- les décisions en matière de procédures d'autorisations administratives pour les corps qui ont été déposés à l'institut médico-légal ;
- les propositions d'engagements de dépenses et les certifications du service fait sur les factures des fournisseurs ;
- les décisions individuelles relatives à l'octroi des congés annuels et de maladie ordinaire des personnels relevant de son autorité.

En cas d'absence ou d'empêchement du Professeur Bertrand LUDES, la délégation qui lui est consentie est exercée, dans la limite de leurs attributions respectives, par le docteur Lilia HAMZA, médecin légiste, agent contractuel de catégorie A et par M. Yvan TATIEU-BILHERE, agent contractuel de catégorie A, chargé du secrétariat général de l'institut médico-légal, directement placés sous l'autorité du Professeur Bertrand LUDES.

Les actes suivants nécessitent le sous-couvert du directeur des usagers et des polices administratives avec visa exprès :

- les lettres et notes externes et notamment au cabinet du préfet de police et aux directions relevant du préfet, secrétaire général pour l'administration de la préfecture de police ;
- les engagements de service avec les autres services déconcentrés de l'Etat ;
- les lettres et notes aux administrations centrales et des établissements publics partenaires.

Article 20

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Christian CHASSAING, le Docteur Vincent MAHE, agent contractuel médico-social de catégorie A, médecin-chef de l'infirmierie psychiatrique près la préfecture de police, reçoit délégation à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions :

- les propositions d'engagements de dépenses, les certificats du service fait sur les factures des fournisseurs ;
- les décisions individuelles relatives à l'octroi des congés annuels et de maladie ordinaire des médecins et viser les décisions individuelles relatives à l'octroi des congés annuels et de maladie ordinaire des autres personnels assurant le fonctionnement de l'infirmierie psychiatrique.

En cas d'absence ou d'empêchement du Docteur Vincent MAHE, la délégation qui lui est consentie est exercée, dans la limite de leurs attributions respectives, par le Docteur Mathias WOHL, adjoint au médecin-chef, Mme Anne-Gaëlle JACOB, agent contractuel, secrétaire générale de l'infirmierie psychiatrique et Mme Guénaëlle JEGU, cadre supérieur de santé, infirmière en chef.

Les actes suivants nécessitent le sous-couvert du directeur des usagers et des polices administratives avec visa exprès :

- les lettres et notes externes et notamment au cabinet du préfet de police et aux directions relevant du préfet, secrétaire général pour l'administration de la préfecture de police ;
- les engagements de service avec les autres services déconcentrés de l'Etat ;
- les lettres et notes aux administrations centrales et des établissements publics partenaires.

TITRE IV
Délégation de signature relative aux matières relevant
de la direction départementale de la protection des populations de Paris

Article 21

Délégation de signature est donnée à M. Christian CHASSAING à l'effet de signer, dans la limite des attributions de la direction départementale de la protection des populations de Paris et au nom du préfet de police :

- tous actes, arrêtés, pièces comptables et décisions suivants :
 - aux certificats de capacité pour la vente d'animaux vivants d'espèces non domestiques ;
 - aux certificats de capacité pour la présentation au public d'espèces non domestiques ;
 - aux certificats de capacité pour l'élevage et l'entretien d'animaux vivants d'espèces non domestiques ;
 - aux autorisations d'ouverture d'établissements fixes ou mobiles de présentation au public d'animaux d'espèces non domestiques ;
 - aux habilitations à dispenser la formation « chiens dangereux » ;
 - à la liste des personnes habilitées à dispenser la formation « chiens dangereux » ;
 - aux certificats de capacité pour le dressage des chiens au mordant ;
 - à la liste des vétérinaires chargés de réaliser l'évaluation comportementale des chiens à Paris.
- les décisions individuelles à caractère statutaire à l'exception de celles concernant les fonctionnaires de l'État.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Christian CHASSAING, Mme Cécile GUILHEM, administratrice de l'Etat du deuxième grade, sous-directrice des polices sanitaires, environnementales et de sécurité et, en son absence, Mme Laurence GIREL-GORIZZUTTI, agent contractuel, adjointe à la sous-directrice des polices sanitaires, environnementales et de sécurité, reçoivent délégation à l'effet de signer tous les arrêtés et décisions mentionnés au présent article, à l'exception des décisions individuelles à caractère statutaire mentionnées au deuxième alinéa.

Article 22

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Christian CHASSAING, Mme Marie-Hélène TREBILLON, directrice départementale de 1^{ère} classe de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes, directrice départementale de la protection des populations de Paris et M. Olivier HERY, directeur départemental de 2^{ème} classe de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes, directeur départemental adjoint de la protection des populations de Paris, reçoivent délégation à l'effet de signer :

- les mesures de fermeture administrative de restaurants et autres commerces alimentaires motivées par des raisons de santé publique et fondées sur le code de la consommation ou le code rural et de la pêche maritime, ainsi que les arrêtés abrogeant ces mesures ;
- les actes, arrêtés et décisions relatifs à la mise sous surveillance sanitaire et les déclarations d'infection (rage), sous réserve de la mise en œuvre des dispositions de l'article R. 223-26 du code rural et de la pêche maritime ;
- les arrêtés et décisions relatives à l'agrément des associations locales, départementales ou régionales de protection des consommateurs prévus par les articles L. 811-1 et R. 811-2 du code de la consommation ;
- les actes de police administrative prévus aux articles L. 521-5 à L. 521-16, L. 521-20 et L. 521-22 du code de la consommation ;

- les actes, arrêtés, décisions et pièces comptables nécessaires à l'exercice des missions confiées à la direction départementale interministérielle de la protection des populations de Paris par l'article 5 du décret du 3 décembre 2009 susvisé et à la prévention des nuisances animales ;
- les transactions prévues à l'article L. 205-10 du code rural et de la pêche maritime, et à l'article L. 173-12 du code de l'environnement ;
- les actes relatifs à la situation individuelle des fonctionnaires et agents non titulaires exerçant leurs fonctions à la direction départementale interministérielle de la protection des populations de Paris.

Article 23

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Marie-Hélène TREBILLON, et de M. Olivier HERY, Mme Sophie BOUSSAC-LOAREC, secrétaire générale, reçoit délégation à l'effet de signer toutes pièces comptables nécessaires à l'exercice des missions de la direction départementale de la protection des populations, dans la limite de ses attributions.

Article 24

Les décisions individuelles mentionnées aux g, h et i de l'article 1^{er} de l'arrêté du 31 mars 2011 susvisé pour lesquelles Mme Marie-Hélène TREBILLON a reçu délégation de signature en application de l'article 22 du présent arrêté sont exclues de la délégation que cette dernière peut consentir aux agents placés sous son autorité, à l'exception du directeur départemental adjoint de la direction départementale de la protection des populations de Paris.

Article 25

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Sophie BOUSSAC-LOAREC, Mme Hélène POLOMACK, attachée principale d'administration de l'Etat, Mme Véronique BOUTY, attachée d'administration de l'Etat, M. David CORNUDET, attaché d'administration de l'Etat et Mme Jessica PALMERINI, attachée principale d'administration de l'Etat, reçoivent délégation à l'effet de signer toutes pièces comptables nécessaires à l'exercice des missions de la direction départementale de la protection des populations, dans la limite de leurs attributions respectives.

TITRE V Dispositions finales

Article 26

La préfète, directrice de cabinet et le directeur des usagers et des polices administratives, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié aux recueils des actes administratifs des départements de Paris, des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne.

Fait à Paris, le 17 janvier 2025

Signé :
Le préfet de police,
Laurent NUÑEZ

arrêté n ° 2025-00101

fixant la liste annuelle d'aptitude du personnel apte à exercer dans le domaine de la prévention contre les risques d'incendie et de panique à Paris et dans les départements des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne du 1^{er} janvier au 31 décembre 2025

Le préfet de police,

VU le code de la défense ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU l'arrêté du ministre de la défense du 14 février 2014 relatif à l'organisation de la brigade de sapeurs-pompiers de Paris ;

VU l'arrêté du 17 janvier 2012 modifiant l'arrêté du ministre de l'intérieur en date du 25 janvier 2006 fixant le guide national de référence relatif à la prévention contre les risques d'incendie et de panique ;

SUR proposition du général commandant la brigade de sapeurs-pompiers de Paris ;

ARRETE

Article 1^{er}

La liste nominative du personnel de la brigade de sapeurs-pompiers de Paris apte à participer aux commissions dans le domaine de la prévention contre les risques d'incendie et de panique à Paris et dans les départements des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2025, est fixée comme suit :

Nom	Prénom	Formation
Responsable départemental de la prévention		
BONNET	Alexandre	PRV 3
BOT	Yvon	PRV 3
CLERBOUT	Olivier	PRV 3
DIQUELLOU	Fabrice	PRV 3
DUARTE PAIXAO	Jean-François	PRV 3
DUPRÉ	Stéphane	PRV 3
DURAND	Stéphane	PRV 3
GUILLON	Julien	PRV 3
LALLET	David	PRV 3
LEMAIRE	Cédric	PRV 3
MAU	Cyril	PRV 3
MOIGNE	Fabien	PRV 3
TESSON	François-Xavier	PRV 3
TRINQUANT	Frédéric	PRV 3

WEBER	Pascal	PRV 3
Préventionniste		
ABADIE	Franck	PRV 2
ABADIE	Jonathan	PRV 2
ADENOT	Pierre-Olivier	PRV 2
AKIL	Verner	PRV 2
ALBAUT	Jérôme	PRV 2
ALBERINI	Adrien	PRV 2
ALMOND	Christophe	PRV 2
ALVES DE OLIVEIRA	Julien	PRV 2
ANCEL	Hector	PRV 2
ARPIN	Joël	PRV 2
AUBIN	Christophe	PRV 2
AUBIN	David	PRV 2
AUBRY	Pascal	PRV 2
BAEZA	Sylvain	PRV 2
BANASIAK	Julien	PRV 2
BARAT	Fabien	PRV 2
BARRILLON	Louis	PRV 2
BARTHELEMY	Nicolas	PRV 2
BASSIÈRE	Loic	PRV 2
BEAU	Freddy	PRV 2
BEAUCOURT	Pierre	PRV 2
BEAUMONT	Alexis	PRV 2
BECK	Samy	PRV 2
BERTOUX	David	PRV 2
BESCHON	Nicolas	PRV 2
BILLEBAULT	Laurent	PRV 2
BIRCKENSTOCK	Philippe	PRV 2
BLANCH	Jordi	PRV 2
BLOC'H	Laurent	PRV 2
BODEVING	Kévin	PRV 2
BŒUF	Gérald	PRV 2
BOINVILLE	Christophe	PRV 2
BOISGARD	Sébastien	PRV 2
BOISSARD	Philippe	PRV 2
BOISSINOT	Charles	PRV 2
BONNIER	Franck	PRV 2
BORTZMEYER	Willy	PRV 2
BOUGEARD	Franck	PRV 2
BOUILLIER	Frédéric	PRV 2
BOULANGÉ	Anthony	PRV 2
BOUQUET	Mickaël	PRV 2
BOUVIER	Nicolas	PRV 2
BRESCH	Adrien	PRV 2
BRICMAN	Thibaud	PRV 2
BRILLARD	Philippe	PRV 2
BRUNET	Vincent	PRV 2
BURTIN	Olivier	PRV 2
CAHART	Aurélien	PRV 2
CANAC	Jérémie	PRV 2

CHALMANDRIER	Florent	PRV 2
CHALMIN	Aymeric	PRV 2
CHARTIER	Sébastien	PRV 2
CHATENET	Bruno	PRV 2
CHAUMIER	Nathan	PRV 2
CHAUVIN	Vincent	PRV 2
CHEVALIER	Steeven	PRV 2
CHEVREUX	Paul	PRV 2
CHIVARD	Sébastien	PRV 2
CHOUQUET	Sébastien	PRV 2
CLAIRET	Benoît	PRV 2
CLASTRIER	Alexandre	PRV 2
CLAVIER	Ludovic	PRV 2
CLERGET	David	PRV 2
CONSTANT	Matthieu	AP 2
CORBIN	Arnaud	PRV 2
COSTA	Olivier	PRV 2
COULAUD	Willy	PRV 2
COURBEBASSE	Jean	PRV 2
COURTIAL	Alexandre	PRV 2
CREIGNOU	Simon	PRV 2
CUNIOT	Jean-Baptiste	PRV 2
DAULLET	David	PRV 2
DE SAINT EXUPÉRY	Guillaume	PRV 2
DEBIZE	Christian	PRV 2
DECALLONNE	Thomas	PRV 2
DE JESUS	Laurent	PRV 2
DE LAFORCADE	Gabriel	PRV 2
DELAUNAY	Jordan	PRV 2
DELCEY	Aurélien	PRV 2
DELÉCOLLE	Alexandre	PRV 2
DELHAYE	John	PRV 2
DELOLME	Hervé	PRV 2
DEMAY	Jérôme	PRV 2
DEMOUGEOT-NESTOUR	Quentin	PRV 2
DE SENSI	Michel	PRV 2
DESLANDES	Alexandre	PRV 2
DESTRIBATS	Adrien	PRV 2
DIARD	Boris	PRV 2
DIÉ	Cédric	PRV 2
DILLESEGER	Pascal	PRV 2
DISSON	Maxime	PRV 2
DORIN	Maria	PRV 2
DORNINI	Lorenzo	PRV 2
DURMORD	Yves	PRV 2
DUVAL	Cédric	PRV 2
EDOUARD	Kévin	PRV 2
ELHINGER	David	PRV 2
EON	Joseph	PRV 2
ESCALLE	Thibaud	PRV 2
ESTEBAN	Marc	PRV 2

EUVRARD	Hervé	PRV 2
EVRARD	Sébastien	PRV 2
FADHUILE-CREPY	Antoine	PRV 2
FARAON	Eric	PRV 2
FAUCON	Valentin	PRV 2
FAZZARI-DIMET	Jean-Noël	PRV 2
FEBVRE	Maxime	PRV 2
FENÉ	Frédéric	PRV 2
FERRO	Christophe	PRV 2
FÉVRIER	Frédéric	PRV 2
FÉVRIER	Jérémy	PRV 2
FEYDI	Yanne	PRV 2
FONTAN	Nicolas	PRV 2
FOUCHERES	Laurent	PRV 2
FOUGERON	Xavier	PRV 2
FOUQUIER	Tristan	PRV 2
FOURNERET	Alban	PRV 2
FRANÇOIS	Nicolas	PRV 2
FRIZAC	Henri	PRV 2
GAFFIER	Aurélien	PRV 2
GAGER	Samuel	PRV 2
GAILLARD	Ronan	PRV 2
GAILLARD	Stéphane	PRV 2
GALLOIS	Lucas	PRV 2
GANAYE	Nicolas	PRV 2
GASTALDELLO	Vincent	PRV 2
GAUCHET	Christophe	PRV 2
GAUMÉ	Thomas	PRV 2
GAUTHIER	Hervé	PRV 2
GELIS	Loïc	PRV 2
GILLES	Mathieu	PRV 2
GIRAL	Adrien	PRV 2
GIRARD	Wilfried	PRV 2
GOERGEN	Mathieu	PRV 2
GRANGERET	Christophe	PRV 2
GROSSET	Yves	PRV 2
GROSSIN	Jérôme	PRV 2
GUÉRIN	Gaylord	PRV 2
GUIBERT	Xavier	PRV 2
GUIGUE	Richard	PRV 2
GUILLO	David	PRV 2
GUINARD	Stéphane	PRV 2
HAFFNER	Pascal	PRV 2
HAMONIC	Erwan	PRV 2
HECKLER	Julien	PRV 2
HENRY	Damien	PRV 2
HERBAY	Cédric	PRV 2
HERBLOT	Teddy	PRV 2
HERVÉ	Corentin	PRV 2
HOCQUETTE	Stéphane	PRV 2
HOUILLON	Benjamin	PRV 2

HUAULT	Jean-Pierre	PRV 2
HUOT	Clément	PRV 2
JACQUEMIN	Christophe	PRV 2
JACQUES	Jérémy	PRV 2
JADIN	Joffrey	PRV 2
JEGU	Pierre-Jean	PRV 2
JOB	Cédric	PRV 2
JOBBE-DUVAL	Jean	PRV 2
JOUILLE	Fabrice	PRV 2
JOURNEAUX	Victor	PRV 2
KAAG	Yanneck	PRV 2
KANIA	Anaïs	PRV 2
KENNEL	Pierre	PRV 2
KERMARREC	Erwan	PRV 2
L'HÔTE	Thibault	PRV 2
LABAUNE	Xavier	PRV 2
LACROUTS	Cyril	PRV 2
LAHITTE	Pierre	PRV 2
LAJOIE	Quentin	PRV 2
LALLEMAND	Philippe	PRV 2
LAMOUILLE	Clément	PRV 2
LANDES	Olivier	PRV 2
LAPIERRE	Yannick	PRV 2
LARMET	Christophe	PRV 2
LAUX	Alexis	PRV 2
LE BRETTON	Pierre	PRV 2
LE COZ	Yann	PRV 2
LE DROGO	Christophe	PRV 2
LE GALL	Sylvain	PRV 2
LE JEUNE	Geoffrey	PRV 2
LE MAGUER	Jean-Michel	PRV 2
LE MEUR	Christophe	PRV 2
LE MÛR	Mathieu	PRV 2
LE NADANT	Jean Marie	PRV 2
LE PAPE	Pierre	PRV 2
LE TALLEC	Corentin	PRV 2
LECOINTE	Grégory	PRV 2
LEDUC	Médéric	PRV 2
LEFRANÇOIS	Aymeric	PRV 2
LEMER	Jean-François	PRV 2
LERUSTE	David	PRV 2
LETHUAIRE	Eric	PRV 2
LEVANT	Franck	PRV 2
LEVEUGLE	Médéric	PRV 2
LHERBIER	Brice	PRV 2
LINDEN	Nicolas	PRV 2
LOPEZ	Olivier	PRV 2
LUCAS	Aurélien	PRV 2
LUCAS	Guillaume	PRV 2
LUX	Nicolas	PRV 2
MALET	Fabien	PRV 2

MALOD	François	PRV 2
MANDERVELDE	Christophe	PRV 2
MARECHAL	Christophe	PRV 2
MARSOUK	Miraël	PRV 2
MARTIN	Julien	PRV 2
MARTINE	Gauthier	PRV 2
MARTY	Hugo	PRV 2
MARTY	Xavier	PRV 2
MARY	Laurent	PRV 2
MASSCHELIER	Emmanuel	PRV 2
MAUBLANC DE BOISBOUCHER	Thibault	PRV 2
MEJEAN	Julien	PRV 2
MERCIER	Christophe	PRV 2
MERLEN	Alexandre	PRV 2
MESSIAEN	Benjamin	PRV 2
MICHEL	Christophe	PRV 2
MICOURAUD	Philippe	PRV 2
MOINAUX	Thierry	PRV 2
MOLINEAU	Clément	PRV 2
MOUGENOT	Yannick	PRV 2
MOURA DE CASTRO	Victor	PRV 2
MUNTANES	Michaël	PRV 2
MUSIAL	Christophe	PRV 2
NEIRINCKX	Eric	PRV 2
NICAUDIE	Olivier	PRV 2
NICOLE	Florent	PRV 2
NIMESKERN	Christophe	PRV 2
NOCK	Nicolas	PRV 2
NOËL	Claude	PRV 2
NOIROT	Frédéric	PRV 2
OLIVIER	Cyril	PRV 2
PAINDORGE	Arnaud	PRV 2
PANCRAZI	Axel	PRV 2
PASQUIER	Patrick	PRV 2
PAUGAM	Yohann	PRV 2
PAYEN	Martial	PRV 2
PECHOUTRE	Franck	PRV 2
PELAN	Jérémie	PRV 2
PÉLISSIER	Benjamin	PRV 2
PENEAUD	David	PRV 2
PEPLINSKI	Jérôme	PRV 2
PERDIGON	Arnaud	PRV 2
PEREZ	Mathieu	PRV 2
PÉRIA	Stéphane	PRV 2
PERRET DU CRAY	Alexandre	PRV 2
PERTHUÉ	Frédéric	PRV 2
PICAULT	Johann	PRV 2
PIFFRE	David	PRV 2
PIQUE	Alexandre	PRV 2
POIRAUD	Florian	PRV 2
PORRET-BLANC	Marc	PRV 2

POURCHER	Gilles	PRV 2
POUVALOUR	Nicolas	PRV 2
PRAUD	Arnaud	PRV 2
PROTEAU	Benjamin	PRV 2
PUCHOL	David	PRV 2
PUSSET	Guillaume	PRV 2
QUITARD	Sylvain	PRV 2
RAFFAULT	Léonard	PRV 2
RASTOUL	Julien	PRV 2
REBERGUE	Pierre-Yves	PRV 2
REGERAT	Mathieu	PRV 2
REMY	Nicolas	PRV 2
REPAIN	Jean-Baptiste	PRV 2
RIVAL	Jérémie	PRV 2
RIVIÈRE	Kévin	PRV 2
ROCHOT	Nicolas	PRV 2
RODDE	Bruno	PRV 2
ROHAT	David	PRV 2
ROLLET	Julien-Bénigne	PRV 2
ROSSI	Eric	PRV 2
ROULIN	Anthony	PRV 2
ROUSSARIE	Benoît	PRV 2
ROUSSEL	Eric	PRV 2
ROY	Clément	PRV 2
ROY	Léo	PRV 2
SABY	Pascal	PRV 2
SALMON	Benjamin	PRV 2
SAVAGE	Alexis	PRV 2
SAWICKI	François	PRV 2
SCHEBATH	Julien	PRV 2
SCHOEN	Nicolas	PRV 2
SCHWAMBERGER	Théo	PRV 2
SIMON	Sébastien	PRV 2
SIMPLOT	Clément	AP 2
SKOWRONEK	Alexis	PRV 2
SONNTAG	Jérôme	PRV 2
SOULIGNAC	William	PRV 2
SOUPPER	Franck	PRV 2
SOYER	Jean Claude	PRV 2
STEPHANIT	Alexis	PRV 2
TEDOLDI	Téo	PRV 2
TERLAUD	Guillaume	PRV 2
TERREC	Julien	PRV 2
TEXIER	Damien	PRV 2
THIERY	David	PRV 2
THOMAS	Hervé	PRV 2
THOMAS	Jean-Baptiste	PRV 2
THOMAS	Ludovic	PRV 2
THOMAS	Sébastien	PRV 2
THOMMEN	Arnaud	PRV 2
TIBBAL	Vincent	PRV 2

TOUEBA	Yannick	PRV 2
TRÉMEAU	Xavier	PRV 2
URRUTIA	Benjamin	PRV 2
VALANTIN-DUROZOI	Coline	PRV 2
VALENTIN	William	PRV 2
VALLADE	Jean-Marie	PRV 2
VAULTRIN	Aldric	PRV 2
VERDIÈRE	Pascal	PRV 2
VERGÉ	Jérémie	PRV 2
VERGER	Pascal	PRV 2
VÊTU	David	PRV 2
VIDRGAR-JANAS	Thomas	PRV 2
VITTORI	Franck	PRV 2
VOYER	Philippe	PRV 2
WAUQUIER	Stéphane	PRV 2
WILDE	Eric	PRV 2
WOLF	Arnaud	PRV 2
ZIOLKOWSKI	David	PRV 2
ZLAMANCZUK	Stéphane	PRV 2
Recherche des circonstances et causes d'incendie		
ABADIE	Franck	RCCI
ARPIN	Joël	RCCI
BEAU	Freddy	RCCI
BORTZMEYER	Willy	RCCI
CHALMANDRIER	Florent	RCCI
DEBIZE	Christian	RCCI
DE SAINT EXUPERY	Guillaume	RCCI
DIQUELLOU	Fabrice	RCCI
FADHUILE-CREPY	Antoine	RCCI
GAILLARD	Ronan	RCCI
GAILLARD	Stéphane	RCCI
LALLEMAND	Philippe	RCCI
LEVANT	Franck	RCCI
MOUGENOT	Yannick	RCCI
NICAUDIE	Olivier	RCCI
NOIROT	Frédéric	RCCI
PAINDORGE	Arnaud	RCCI
PAYEN	Martial	RCCI
PEPLINSKI	Jérôme	RCCI
PUCHOL	David	RCCI
SAVAGE	Alexis	RCCI
TEXIER	Damien	RCCI
TRÉMEAU	Xavier	RCCI
VERDIÈRE	Pascal	RCCI
VÊTU	David	RCCI
WAUQUIER	Stéphane	RCCI
WILDE	Eric	RCCI

Article 2

L'arrêté n°2024-00143 du 05 février 2024 modifié fixant la liste annuelle d'aptitude du personnel apte à exercer dans le domaine de la prévention contre les risques d'incendie et de panique à Paris et

dans les départements des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne pour l'année 2024 est abrogé, ainsi que toutes dispositions contraires au présent arrêté.

Article 3

Le général commandant la brigade de sapeurs-pompiers de Paris est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs des départements de Paris, des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne.

Fait à Paris, le 17 janvier 2025

Pour le préfet de police,
La directrice de cabinet,
Magali CHARBONNEAU

**RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS
DE LA PREFECTURE DU VAL-DE-MARNE**

POUR TOUTE CORRESPONDANCE, S'ADRESSER A :

**Monsieur le Préfet du Val-de-Marne
Direction des Ressources Humaines
et des Moyens**

**21-29 avenue du général de Gaulle
94038 CRETEIL Cedex**

Les actes originaux sont consultables en préfecture

Le Directeur de la Publication

Monsieur Ludovic GUILLAUME

Secrétaire Général de la Préfecture du Val-de-Marne

**Impression : service reprographie de la Préfecture
Publication Bi-Mensuelle**

Numéro commission paritaire 1192 AD